



IMS LUXEMBOURG
Inspiring More Sustainability



Le rôle de l'économie sociale et solidaire
et des sociétés d'impact sociétal
face aux grand défis sociétaux

.....
Luxembourg's leading network for Corporate Responsibility
.....

Rapport réalisé par IMS Luxembourg
Pour le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire dans le cadre
du RETEL



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Travail, de l'Emploi et
de l'Économie sociale et solidaire

Publication IMS Luxembourg
Tous droits réservés IMS Luxembourg. Avril 2018. N° ISBN : 978-2-9199642-0-8.

Réalisé en partenariat avec les cabinets **Partula Consultants** et **Jean Bernou Consulting**.



Table des matières

L'ESS, une économie à visée sociétale	3
1. Définition de l'ESS	3
2. Un modèle économique en expansion : Le niveau européen	4
3. Un cadre favorable au niveau luxembourgeois	6
FOCUS GROUP	9
1. Contexte.....	9
2. Focus Group	11
3. Identification des différents enjeux et défis sociétaux.....	11
3.1. Adapter la société au vieillissement	11
3.2. Réussir l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la société	12
3.3. Réussir l'insertion professionnelle et sociale des migrants/réfugiés	12
3.4. Rendre le logement accessible	13
3.5. Accompagner les mutations économiques – Digital/Intelligence Artificielle	13
3.6. Former pour accompagner la croissance économique	14
3.7. Lutter contre le gaspillage alimentaire, produire plus et mieux	15
3.8. Mettre en œuvre une meilleure gestion des déchets	16
4. ESS et transformations sociétales : Apporter une réponse aux enjeux	17
Secteur 1. L'accompagnement des personnes âgées	17
Secteur 2. L'inclusion des personnes en situation de handicap	18
Secteur 3. Le logement	19
Secteur 4. L'intégration des migrants/réfugiés	21
Secteur 5. La formation professionnelle continue pour tous	22
Secteur 6. Alimentation et lutte contre le gaspillage	23
Secteur 7. Accompagner les mutations (digital et intelligence artificielle)	25
Secteur 8. Gestion des déchets, recyclage, réutilisation, économie circulaire	25
CONCLUSION	28
POUR ALLER PLUS LOIN	29
ELEMENTS CLES	30

L'ESS, une économie à visée sociétale

1. Définition de l'ESS

Le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe un ensemble de structures qui reposent sur des valeurs communes, au premier rang desquelles, leur finalité sociale. Leurs activités excluent l'enrichissement personnel au profit du partage et de la solidarité pour une économie respectueuse de l'homme et de son environnement.

Lors du Forum économique de Davos en 2009, Muhammad Yunus¹ a donné une définition de l'économie sociale² au travers de 7 principes. Ces derniers sont largement partagés par les différents acteurs de l'ESS et viennent préciser l'approche globale de ce concept.

Le secteur de l'économie sociale et solidaire apparaît aujourd'hui comme en pleine évolution et à la pointe de l'innovation sociale. Formidable outil de développement durable, il est une alternative aux défis posés par les différents enjeux sociétaux. Cette évolution a été marquée par l'émergence, à la fin des années 1980, des deux côtés de l'Atlantique, de l'entrepreneuriat social, mouvement suscitant ces dernières années de plus en plus l'intérêt des acteurs politiques.

L'économie sociale et solidaire ouvre aujourd'hui une voie nouvelle à un entrepreneuriat où se conjuguent efficacité économique et utilité sociale, liberté et solidarité.

Les entreprises sociales apportent dès lors des réponses concrètes et novatrices aux besoins sociaux et/ou fondamentaux des personnes en combinant le sens de l'intérêt général, la performance et l'efficacité de la sphère économique avec la mobilisation et l'innovation des citoyens.

Pour qualifier la contribution des structures de l'économie sociale - dites encore d'utilité publique - aux bénéficiaires et à la société, le terme d'impact social est le plus souvent utilisé.

Dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, une déclaration en faveur de l'ESS a été signée le 4 décembre 2015 par six Etats membres - le Luxembourg, la France, l'Italie, l'Espagne, la République slovaque et la Slovaquie - en marge de la conférence "Booster les entreprises sociales en Europe".

La déclaration du Luxembourg appelait à renforcer le soutien aux entreprises d'économie sociale dans l'UE.

Le 7 décembre 2015, pour la première fois, le Conseil emploi et politique sociale (EPSCO), instance qui réunit les ministres européens responsables de ces domaines, a adopté des conclusions sur l'économie sociale et solidaire en tant que moteur essentiel du développement économique et social en Europe.

¹ Prix Nobel de la paix en 2006.

² Les 7 principes :

- L'entreprise a pour objectif la suppression de la pauvreté ou de s'attaquer à des problèmes sociaux dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'accès à la technologie ou de l'environnement. Son objectif n'est donc pas la maximisation du profit ;
- L'entreprise doit assurer sa viabilité financière et économique ;
- Aucun dividende n'est distribué, les investisseurs ne récupèrent que leur investissement ;
- Lorsque les montants investis sont remboursés, les profits sont réinvestis dans l'entreprise afin qu'elle puisse s'améliorer et s'agrandir ;
- L'entreprise se doit de respecter l'environnement ;
- La main d'œuvre doit obtenir le salaire du marché et de meilleures conditions de travail ;
- ... Le faire dans la joie.

2. Un modèle économique en expansion : Le niveau européen

2.1. Europe 2020

L'économie sociale et solidaire est un modèle en développement qui contribue à l'humanisation et à la socialisation de l'économie par sa capacité à intégrer dans sa finalité des dimensions sociales.

Une entreprise créée sur quatre en Europe serait une entreprise sociale³.

Si l'économie sociale et solidaire n'est pas clairement citée dans la stratégie « Europe 2020 », elle est néanmoins clairement reconnue comme l'un des leviers pouvant contribuer à promouvoir une « croissance intelligente, durable et inclusive ».

En effet, la stratégie « Europe 2020 » s'organise autour de trois grands axes :

1. Une croissance intelligente pour « développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation » ;
2. Une croissance durable pour « promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte, et plus compétitive » ;
3. Une croissance inclusive pour « encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale ».

4

La Commission européenne a établi 5 objectifs⁴ pour 2020 et propose 7 initiatives⁵ pour accompagner cette stratégie de croissance.

C'est notamment au travers de deux de ces initiatives, « Une union pour l'innovation »⁶ et « Une plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale »⁷, que s'offrent à l'ESS des potentiels de développement.

Un soutien spécifique à l'économie sociale et solidaire a été mis en œuvre de la part des institutions européennes dans le cadre de l'initiative pour l'entrepreneuriat social lancée en 2011, visant à améliorer la situation sur le terrain des entreprises sociales. Dans ce cadre, un groupe d'experts pour l'entrepreneuriat social « GECES » a été mis en place.

Enfin, les objectifs de développement durable (ODD) et leurs 169 cibles comprises dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, fournissent un cadre visant à mettre fin à toutes les

³ Terjesen, Lepoutre, Justo et Bosma, Global Entrepreneurship Monitor Report on Social Entrepreneurship, 2011.

⁴ Les 5 objectifs portent sur :

- L'emploi : parvenir à un taux d'emploi de 75% de la population âgée de 20 à 64 ans ;
- La recherche et le développement : investir 3% du PIB de l'UE dans la R&D ;
- Le changement climatique et l'énergie : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport aux niveaux de 1990, porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation globale et améliorer de 20% l'efficacité énergétique ;
- L'éducation : ramener à moins de 10% le taux de décrochage scolaire et porter à au moins 40% la part de la population âgée de 30 à 34 ans ayant achevé un cursus universitaire ;
- La pauvreté et l'exclusion sociale : réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale.

⁵ Les 7 initiatives phares au niveau européen et dans les pays de l'UE sont: l'Union pour l'innovation; Jeunesse en mouvement; la stratégie numérique pour l'Europe; une Europe efficace dans l'utilisation des ressources; une politique industrielle à l'ère de la mondialisation; la stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois; et la Plateforme européenne contre la pauvreté.

⁶ Cette initiative inclut l'innovation sociale, caractéristique essentielle de l'économie sociale et solidaire à même de répondre aux grands défis sociétaux.

⁷ Une initiative qui vise à favoriser la cohésion économique, sociale et territoriale.

formes de pauvreté, à combattre les inégalités et à lutter contre le changement climatique, en veillant à ne laisser personne de côté. Ce cadre offre à l'ESS des potentialités de développement considérables.

2.2. Chiffres clés

Depuis, le secteur de l'économie sociale et solidaire n'a cessé de croître. Il est soutenu dans le cadre de la politique de cohésion et par certains programmes sectoriels⁸. Le poids de l'ESS dans l'économie européenne représente aujourd'hui :

- Près de 10 % du PIB ;
- 6,3 % de la population active ;
- 13,6 millions d'emplois rémunérés ;
- 28 millions de structures et d'entreprises (coopératives, sociétés mutuelles, associations et fondations) ;
- 25 % des entreprises nouvelles créées chaque année au sein de l'Union européenne (1/3 en Finlande, France et Belgique).

L'emploi dans l'ESS a enregistré une croissance de 23 % en une dizaine d'années au niveau européen.⁹

2.3. Différentes approches persistent

L'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe des organisations très diverses et la définition exacte de son périmètre fait encore l'objet de débats.

La Commission européenne a défini l'entreprise sociale comme *"une entreprise dont le principal objectif est d'avoir une incidence sociale plutôt que de générer du profit pour ses propriétaires ou ses partenaires. Elle opère sur le marché en fournissant des biens et des services de façon entrepreneuriale et innovante et elle utilise ses excédents principalement à des fins sociales. Elle est soumise à une gestion responsable et transparente, notamment en associant ses employés, ses clients et les parties prenantes concernées par ses activités économiques"*.

L'Europe conçoit l'économie sociale et solidaire comme une réelle alternative au modèle capitaliste tout en revendiquant un état providence fort à même d'apporter des réponses aux grands défis sociaux.

Au sein de l'UE, la définition et les caractéristiques du secteur de l'économie sociale et solidaire diffèrent d'un Etat membre à un autre, que ce soit en termes de poids économique ou de cadre juridique.

De même, l'entreprise sociale revêt une pluralité de finalités et de formes juridiques. Elle couvre des secteurs d'activités différents, avec des tailles différentes, complexifiant l'évaluation de son poids ou encore de sa contribution à l'efficacité des politiques publiques.

Dans la majorité des États européens, l'économie sociale et solidaire n'est pas véritablement reconnue sur le plan légal. Néanmoins, ses principales composantes (les associations, les coopératives, les

⁸ Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale -EaSI -

⁹ Selon le rapport du Conseil Economique et Social Européen « Recent evolutions of the social economy in the EU » de 2017.

fondations et les mutuelles) font le plus souvent l'objet d'un encadrement législatif particulier, même si ce dernier diverge d'un pays à l'autre.

Seuls certains pays européens disposent d'une loi-cadre sur l'économie sociale et solidaire. L'Espagne et la Grèce depuis 2011, la Belgique où ses trois régions ont adopté une législation entre 2008 et 2013, le Portugal depuis 2013 et la France en juillet 2014.

Pourtant précurseur en matière d'économie sociale avec ses coopératives, l'Italie ne dispose pas de loi-cadre.

3. Un cadre favorable au niveau luxembourgeois

3.1. Lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne

Alors que l'économie sociale et solidaire n'est pas représentée en tant que telle au sein du Conseil de l'Union européenne, c'est au travers de la présidence luxembourgeoise¹⁰ que l'accent a été mis sur cette thématique et qu'une place spécifique lui a été accordée.

En 2012 au Luxembourg, on comptait 33 490 entreprises parmi lesquelles ont pu être identifiées 1 064 entreprises sociales (3,2% du total).

De 2010 à 2012, le nombre d'entreprises de l'économie sociale et solidaire s'est accru en moyenne de 3,4 % par an, alors que sur la même période, le nombre total d'entreprises a connu une croissance de 3,2 %.

La part des salariés dans l'économie sociale est passée de 4,5 % en 2000 à 8 % en 2005¹¹.

Au moment où se pose la question d'une approche institutionnaliste de l'ESS afin d'en préciser la nature et le rôle, le gouvernement luxembourgeois, l'un des rares pays européens à disposer d'un département ministériel spécifiquement dédié à l'économie sociale et solidaire depuis 2009, a adopté en 2016 une loi introduisant le statut de société d'impact sociétal (SIS).

3.2. L'écosystème de l'ESS au Luxembourg

Depuis 2013, le secteur de l'ESS est représenté par l'Union Luxembourgeoise de l'Economie sociale et solidaire (ULESS). Son objet est de défendre et de promouvoir les intérêts du secteur de l'ESS en pleine expansion. L'ULESS représente directement et indirectement plus de 300 entreprises de l'économie sociale et solidaire lesquelles emploient environ 20.000 salariés.

La première SIS créée, « **6zero1** », soutient des entrepreneurs qui contribuent à résoudre des problèmes sociaux et sociétaux dans des domaines tels que le logement social, le vieillissement de la population, l'amélioration des conditions de vie, le handicap, etc...

La mission de 6zero1 est d'accompagner ces entrepreneurs sociaux tout au long du processus de création et de lancement de leur entreprise sociale dans l'objectif que son activité devienne pérenne et économiquement viable.

En octobre 2018 a été inaugurée la Maison de l'Economie sociale et de l'Innovation sociale (MESIS). Pensée comme un hub unique pour les entrepreneurs, les organisations et les citoyens qui placent

¹⁰ Du 1er juillet 2015 au 13 décembre 2015.

¹¹ Un passage de 10 894 salariés à 27 750 (source STATEC).

l'économie sociale, l'innovation sociale, les approches collaboratives et l'économie circulaire au cœur de leur développement, la MESIS héberge 6zero1 S.A SIS, l'ULESS et d'autres acteurs de l'ESS au Luxembourg. Elle constitue une véritable plateforme d'échange pour toute personne désireuse de placer l'économie et l'innovation sociale au cœur de ses activités.

Le Luxembourg marque, au travers de ses accords de coalition, sa volonté de promouvoir l'ESS et de faire participer cette dernière aux activités économiques telles que l'économie circulaire, la digitalisation, la « silver economy »,...

Aujourd'hui, la part exacte de l'ESS au Luxembourg est difficilement quantifiable. Selon l'institut national de la statistique et des études économiques (STATEC), les entreprises sociales sont une réalité florissante dans l'économie luxembourgeoise (entre 2000 et 2012, le nombre d'entreprises sociales a augmenté de 44 %, avec une progression annuelle d'environ 3,4 %).¹²

Les domaines d'activités ainsi que les champs d'intervention de l'ESS évoluent en fonction de la demande. Aujourd'hui, d'après un constat de la société Innpact, la tendance est à des projets de moindre dimension, notamment dans l'investissement durable.

Le gouvernement luxembourgeois a la volonté de mettre en œuvre une politique qui favorise de nouvelles initiatives pour accompagner et accélérer la création d'entreprises sociales et solidaires.

Le statut SIS, du fait de sa spécificité, constitue un véritable levier pour accompagner la croissance de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg dans un cadre européen favorable.

3.3. La Société d'Impact Sociétal (SIS)

Même si des formes d'organisations spécifiques à l'économie sociale et solidaire existent dans certains pays européens¹³, aucune forme d'organisation ni statut n'est aujourd'hui comparable à celui de la SIS¹⁴.

La loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal donne à l'entrepreneuriat social et solidaire « *un cadre juridique et fiscal propice à la création et au développement de structures adaptées à un tel entrepreneuriat* ».

Jusqu'alors, l'économie sociale et solidaire était au Luxembourg majoritairement constituée de structures revêtant la forme d'ASBL et fondations, représentant les 2/3 du secteur de l'économie sociale et solidaire.¹⁵

Pourtant, ces structures se sont avérées inadaptées à la réalisation d'activités économiques (difficultés au regard de la lucrativité de leurs activités, d'autorisation de commerce ou encore de passation de marchés publics), ce qui a amené le gouvernement luxembourgeois à introduire le régime juridique de la SIS.

Le statut SIS est à la fois destiné tant aux sociétés existantes qu'à celles en voie de constitution (SA, SARL, SARL-S, SC) commerciales à finalité sociale ou non-lucrative ayant des activités continues de production de biens et de services.

¹² Statec : « Rapport sur les entreprises sociales au Luxembourg »,

<https://statistiques.public.lu/fr/actualites/entreprises/entreprises/2015/06/20150608/20150608.pdf>

¹³ Les Scop, la SIC...pour la France, ou encore les sociedades laborales en Espagne, les misericórdias au Portugal.

¹⁴ Guide et tableau comparatif des Sociétés à Impact Sociétal (ULESS et MTEESS du Luxembourg).

¹⁵ STATEC « L'économie sociale et solidaire au Luxembourg »,

<https://statistiques.public.lu/fr/actualites/entreprises/entreprises/2015/06/20150608/index.html>

Le régime de la SIS vise ainsi à garantir la primauté de la finalité sociale ou sociétale sur la distribution de bénéfices. Des avantages fiscaux sont attribués aux SIS constituées à 100% de parts d'impact.

A la différence d'une entreprise, où toutes les actions (ou parts sociales) donnent droit chaque année à une partie des bénéfices réalisés par l'entreprise, la société d'impact sociétal peut être constituée de parts d'impact et de parts de rendement :

- Les parts d'impact sont celles qui ne donnent droit à aucune distribution de dividendes;
- Les parts de rendement sont celles qui donnent droit à une partie des dividendes.

Ainsi, dans une société d'impact sociétal constituée à 100% de parts d'impact, aucun dividende n'est distribué aux actionnaires/propriétaires.

Cadre juridique particulièrement novateur en Europe, il est également à relever pour les structures qui bénéficient du statut de SIS, l'obligation de prévoir, dans leurs statuts, des indicateurs de performance permettant de vérifier de façon effective et fiable la réalisation de l'impact social qu'elles poursuivent. Le suivi de ces indicateurs est réalisé annuellement au travers d'un « **rapport d'impact extra-financier** » à destination des associés détaillant la mise en œuvre desdits indicateurs (fondement de l'agrément en tant que société d'impact sociétal).

Au 29 mai 2019, les SIS constituées à 100 % de parts d'impact et qui ont été agréées sont au nombre de 18 dans des secteurs d'activités très divers:

106 Conseil S.A R.L.S. SIS	Consultance en économie sociale et solidaire
4x3 S.A R.L. SIS	Magazine d'information sur un monde plus durable
6zero1 S.A. SIS	Incubateur d'entreprises sociales
Allagi S.C. SIS	Services de développement personnel
Altis Progress S.À R.L. SIS	Thérapie Interactionnelle et Stratégique
Apollonia S.A. SIS	Coordination de services pour personnes âgées, en situation de handicap, enfants et jeunes et services scolaires
Ateliers Kräizbiërg S.C. SIS	Ateliers protégés pour personnes en situation de handicap
Coopérations S.C. SIS	Ateliers protégés pour personnes en situation de handicap
Centre des Produits du Terroir Luxembourgeois S.C. SIS - CPTL	Vente et promotion de produits du terroir luxembourgeois
Curriel S.A R.L. SIS	Espace interculturel de rencontre et de convivialité
Elisabeth 4inclusion S.À R.L. SIS	Epicierie employant des personnes en situation de handicap
EpiSol-Sanem S.C. SIS	Epicierie solidaire
Inter-Actions Plus S.A R.L. SIS	Développement et action sociale (réinsertion, travail communautaire, service socio-pédagogique, surendettement)
KannerWonsch Luxembourg S.C. SIS	Soutien aux enfants malades
Netto Bureau S.A R.L. SIS	Service de nettoyage de bureau
Nyki S.A R.L.S. SIS	Soutien scolaire accessible pour tous
Yolande Coop S.C. SIS	Ateliers protégés pour personnes en situation de handicap
Youth&Work S.À R.L. SIS	Coaching des jeunes à la recherche d'une formation ou d'un emploi

FOCUS GROUP

1. Contexte

Fort d'un ministère dédié à l'économie sociale et solidaire et d'une loi portant création des sociétés d'impact sociétal (SIS), le Grand-Duché du Luxembourg s'interroge aujourd'hui sur :

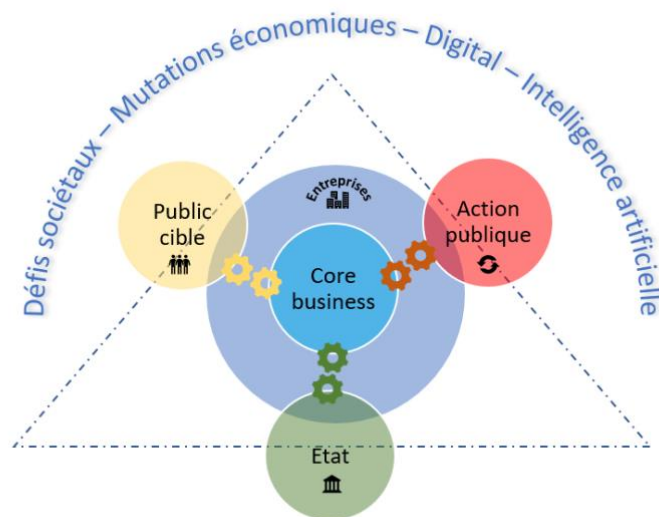
- Le rôle de l'économie sociale et solidaire et des sociétés d'impact sociétal face aux grands défis sociétaux du pays ;
- Les potentiels de développement du secteur de l'économie sociale et solidaire et notamment des sociétés d'impact sociétal.

Si la SIS peut être regardée comme un concept d'entreprise, utilisant ses profits pour produire une valeur ajoutée "sociale", il s'agit au-delà pour le Luxembourg, d'identifier les freins et leviers permettant aux entreprises de s'impliquer davantage dans l'économie sociale et solidaire.

Un changement d'échelle en passant de petites actions en marge des activités traditionnelles des entreprises à l'intégration de l'impact social dans leur « core business » induirait des effets de taille plus importants.

Un tel changement implique d'innover en matière d'articulations entre politiques publiques et économie sociale et solidaire. Il est nécessaire de sortir du schéma traditionnel où s'opposent l'état-providence et une économie sociale et solidaire supplétive de l'action publique.

De même, le seul cadre conceptuel d'une complémentarité entre ces deux acteurs ne peut suffire à engendrer un entrepreneuriat social où l'efficacité économique est placée au service de l'intérêt général.



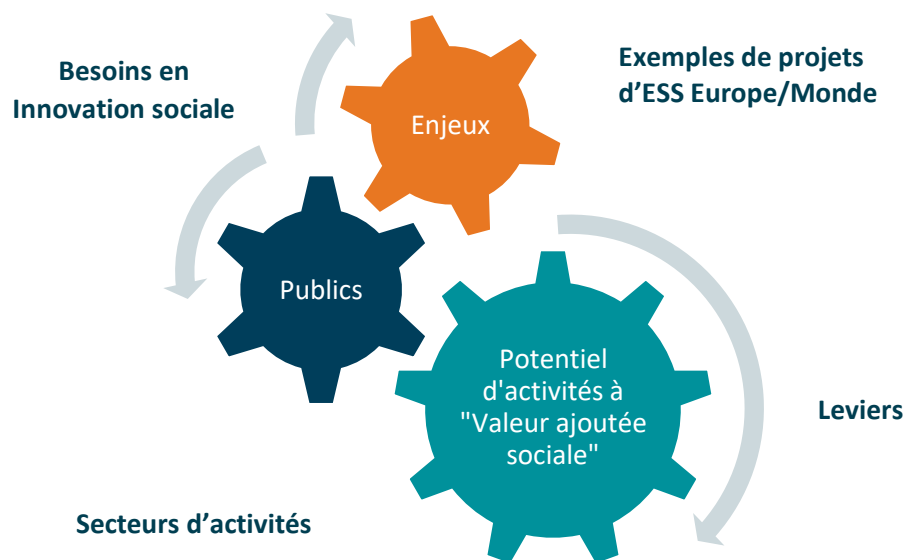
Les politiques publiques établies tracent des grandes lignes de possibles mais des questionnements subsistent pour identifier et accompagner les potentiels de développement d'une économie sociale et solidaire économiquement suffisante à elle-même au Luxembourg.

- Quels sont les publics concernés ?
- Quels sont les grands défis sociétaux pour lesquels les entreprises seraient à même de s'investir, de quelle manière, avec quel impact social ?

- Comment mieux impliquer les entreprises dans le champ de l'économie sociale et solidaire (quels freins existent, quels sont les leviers à utiliser) ?
- Quelles sont les grandes mutations qui se dessinent, les métiers de demain et les emplois potentiels dans l'économie sociale et solidaire ?
- Et transversalement quels sont les dispositifs, à renforcer, inventer pour accroître le poids de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg ?
- Comment améliorer, renforcer l'accès au financement pour l'économie sociale et solidaire ?

Un préalable consisterait en une identification des publics cibles ainsi que des enjeux et défis sociétaux qui mettrait ainsi en exergue les besoins en matière d'innovation sociale.

Le recouplement des données relatives aux publics et enjeux combiné à une approche par l'exemple au travers de projets portés par l'ESS (en Europe et dans le monde) conduirait à un focus pertinent sur le potentiel de développement d'activités à valeur ajoutée sociale au Luxembourg.



Ces activités, portées notamment par des SIS, seraient créatrices d'emplois et permettraient au secteur de l'économie sociale et solidaire de contribuer plus activement à l'économie du pays en intégrant les dimensions sociales nécessaires en réponse aux défis sociétaux.

2. Focus Group

Le 12 décembre 2018, s'est tenue une séance de travail au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire à l'initiative d'IMS.

Ce focus group était composé de 10 participants :

- IMS Luxembourg : Marie Sauvignon, Nancy Thomas
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire : Jacques Brosius, Nadine Muller, Vanessa Schummer
- ULESS : Jean-Christophe Burkel
- Coeba : Dave Lefèvre
- Buderus : Benoit Lespagnol
- Onet : Pascal Rogé
- Pall Center : Christiane Wickler

La réunion était animée par les experts consultants du cabinet Partula Consultants (conseil en stratégie et ESS) et Jean Bernou (ex. CEO Mac Cain, aujourd'hui consultant en ESS).

A l'issue de la séance de travail, des entretiens individuels ont été menés avec Willy De Jong (Elisabeth), Gilles Hempel (AIS – Agence Immobilière Sociale), Benoit Lespagnol (Buderus), Corinne Molitor (Innpact), Pascal Rogé (Onet) et Christiane Wickler (Pall center).

Les CEOs et participants ont identifié les publics cibles qui se situent au cœur des défis sociétaux, tels que le vieillissement de la population, le handicap, l'accessibilité au logement, la question des ressources alimentaires (production/gaspillage...) et les mutations sociétales liées notamment au digital ou à l'intelligence artificielle.

La contribution d'acteurs de l'ESS dans des dynamiques d'innovation sociale serait de nature à répondre à différents enjeux.

3. Identification des différents enjeux et défis sociétaux

3.1. Adapter la société au vieillissement

L'adaptation de la société au vieillissement est un véritable défi. Les revenus disponibles des séniors sont très divers et il s'agit tant de répondre à de nouveaux besoins, que d'éviter que l'offre en produits et services de la « Silver Economy » ne s'adresse qu'aux catégories les plus solvables des séniors.

Une approche un peu plus précise de la problématique du vieillissement permet de pointer un risque de prise en charge de moindre qualité.

Par ailleurs l'un des CEOs met en exergue la problématique du financement de la prise en charge des personnes âgées, du fait que les familles refusent de plus en plus de payer pour leurs aînés.

De même il pointe une nouvelle typologie de public : « les séniors sans-abris ».

Il souligne également l'augmentation du nombre de « burn out » chez le personnel soignant qui se trouve en sous-effectif par rapport au nombre de personnes âgées à prendre en charge.

Ces derniers éléments induisent des problématiques de recrutement, de formation des personnels et de financement.

La politique volontariste du gouvernement luxembourgeois de faire participer l'économie sociale et solidaire aux activités économiques d'une filière « Silver Economy » nécessite d'être accompagnée par l'identification de potentialités sur ce champ.

3.2. Réussir l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la société

Dans le cadre de l'accord de coalition, le Luxembourg marque une réelle volonté de permettre à tous la participation libre et autonome à la vie en société. En ce sens, des efforts notamment en terme d'accessibilité sont mis en œuvre et doivent être amplifiés.¹⁶

Les premiers freins sont d'ordre psychologique liés à une perception inconsciente stéréotypée du handicap de la part de la société. L'insertion et la mixité constituent par ailleurs d'autres freins non négligeables, même si de gros efforts sont fait en ce sens au Luxembourg.

Pour ce qui relève de l'accès à l'emploi, l'accès des personnes handicapées à la formation constitue le moyen le plus sûr pour leur permettre d'acquérir des compétences recherchées sur le marché du travail et adaptées aux besoins des entreprises.

Le Luxembourg est passé ces dernières années d'une perception des personnes en situation de handicap comme des personnes ayant besoin d'aide et de protection, vers une perception en tant que membres actifs de la société.

L'économie sociale et solidaire peut permettre à chacun de trouver sa place. Les personnes dont l'autonomie est insuffisante pour travailler en entreprise « classique » peuvent rejoindre un établissement de l'économie sociale et solidaire où leur sont proposées des activités professionnelles et un soutien médico-social¹⁷.

L'économie sociale et solidaire est à même de développer des dispositifs d'accompagnement personnalisés¹⁸ de ces personnes dans le cadre d'une démarche d'intégration hors ateliers protégés.

Pour autant, le personnel en charge de ces publics devrait développer de nouvelles compétences parmi lesquelles la gestion de personnes en déficit mental.

De même, l'économie sociale et solidaire pourrait se saisir de la création, de la structuration et de l'organisation de formations professionnelles continues¹⁹ permettant de maintenir et de développer les capacités des personnes en situation de handicap.

3.3. Réussir l'insertion professionnelle et sociale des migrants/réfugiés

Chaque année, des milliers de personnes sont obligées de fuir leur pays d'origine pour échapper à la guerre, aux catastrophes ou à la misère. Le Luxembourg est devenu une terre d'accueil pour certains de ces migrants et va continuer à accueillir des personnes depuis des Etats tiers. Intégrer ces nouveaux migrants et améliorer leurs conditions d'existence constitue un véritable défi pour le pays.

L'emploi et le logement des migrants se trouvent par conséquent au cœur des préoccupations.

¹⁶ Emploi, transports publics, offres culturelles et de loisirs, voies publiques, habitat collectif...

¹⁷ Il existe 27 ateliers protégés au Luxembourg.

¹⁸ Le « Job Coaching » : accompagnement intensif et individualisé d'une personne vers l'emploi et dans l'emploi avec un accent sur l'autonomisation et la responsabilisation de la personne.

¹⁹ Deux tiers des personnes en situation de handicap inscrites auprès de l'ADEM ont un niveau de scolarité inférieur.

Pour l'un des participants au focus groupe, l'insertion des réfugiés dans le milieu professionnel est un axe qu'il faut développer. Notamment pour répondre à la problématique du manque de main d'œuvre dans certains domaines d'activité.

Un autre CEO fait remarquer que l'intégration des réfugiés doit être adaptée en fonction de l'âge de la personne et que les initiatives ne doivent pas uniquement cibler les jeunes étudiants et les actifs.

Les premiers freins identifiés sont les barrières de la langue et la capacité à loger les migrants au regard de la pénurie de logement.

Le niveau de qualification professionnelle pourrait en être un autre, tout en relevant un niveau de qualification élevé pour une partie des migrants.

L'ESS pourrait fortement contribuer à élaborer et mettre en œuvre des dispositifs d'accompagnement et d'intégration de ces publics (Centres de formation, Logements alternatifs/sociaux...).

3.4. Rendre le logement accessible

L'accessibilité à un logement est un défi majeur pour le Luxembourg. Le manque de logements induit des coûts élevés tant à l'acquisition qu'en location²⁰, le loyer moyen pour un appartement dépasse ainsi les 1 500 euros, celui d'une maison 2738 €.

D'après l'un des CEOs interviewés, le problème ne viendrait pas d'un manque de places à bâtir, puisqu'environ 1 700 hectares de terrains disponibles ont été comptabilisés par l'Observatoire de l'habitat du Luxembourg, mais le foncier constitue aujourd'hui un très bon placement pour les propriétaires qui refusent de vendre (entre 7 et 9% de plus-values par an).

Des alternatives doivent alors se développer pour trouver un bon compromis entre les locataires à revenus modestes et les propriétaires.

Avec un chiffre impressionnant : entre 50 000 et 80 000 logements pourraient être construits sur 2 719 hectares de terrains constructibles²¹, le potentiel de réalisation existe.

En matière de logement, un tournant vers une économie de fonctionnalité permettrait également d'envisager davantage de possibilités.

Pour accroître l'offre de logements au Grand-Duché de Luxembourg, un enjeu majeur sera de mobiliser davantage les terrains disponibles détenus par les particuliers et les personnes morales, qui représentent 91,8% du potentiel foncier destiné à l'habitat.

3.5. Accompagner les mutations économiques – Digital/Intelligence Artificielle

Le développement de l'intelligence artificielle a commencé à avoir un impact notamment sur le monde bancaire ²²où la mutation s'opère déjà et des métiers sont en voie de disparition. Il faut se préparer à une diminution notable des emplois administratifs. Le défi sera de faire évoluer les populations

²⁰ Entre le 1er trimestre 2010 et le 2e trimestre 2018, au Luxembourg la hausse annuelle des prix se chiffre à 4,7 % (Julien Licheron, chercheur au Liser).

²¹ Selon Julien Licheron, chercheur au Liser.

²² Le secteur bancaire représente près de 26.000 emplois au Luxembourg.

concernées vers les nouvelles opportunités créées par les nouvelles technologies, la recherche et l'innovation.

Au-delà, c'est toute l'économie de services qui pourrait être impactée.²³

Les principaux freins en ce domaine relèvent de la complexité du sujet et de la nécessité d'acquérir des compétences nouvelles.

Des freins humains liés à la résistance au changement²⁴ sont également à prendre en considération alors qu'il y a sans doute plus d'opportunités que de menaces dans la transformation numérique.

Le Luxembourg a lancé un programme pour accompagner les mutations liées au digital. L'initiative « Digital Skills Bridge » du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire a pour objectif « d'accompagner les entreprises et leurs salariés dont l'activité sera profondément affectée par un changement technologique majeur vers une nouvelle organisation et des emplois transformés par ce changement numérique »²⁵.

La digitalisation, le Big data constituent de véritables opportunités de reconversion et de développement d'activités économiques. L'économie sociale et solidaire pourrait être un contributeur dans l'accompagnement de ces grandes mutations.

3.6. Former pour accompagner la croissance économique

14

La formation représente un véritable défi pour le pays. Avec le vieillissement de la population, le manque de main d'œuvre devient problématique au Luxembourg. D'ores et déjà, il est constaté un manque de main d'œuvre²⁶ dans certains domaines d'activités, notamment la santé, l'encadrement de personnes « fragiles » et dans les secteurs avec peu de qualifications ou des métiers peu valorisés. De plus, un grand nombre de travailleurs sont des frontaliers.

Il s'agit d'une part d'intégrer les immigrés, mais aussi d'augmenter le niveau de formation de base pour faire face aux besoins créés par les nouvelles technologies, le monde de la banque, l'économie numérique, la recherche... Il s'agit aussi pour la formation de répondre à des exigences de qualité et de reconnaissance des contenus dispensés.

De même, il s'agit de promouvoir une véritable culture de l'apprentissage tout au long de la vie pour répondre aux défis liés aux grandes mutations du monde économique.

Il est à relever que le Luxembourg progresse en ce qui concerne le pourcentage d'entreprises formatrices, mais reste à la dixième place au sein de l'Union européenne des 28.²⁷

De plus, l'organisation de la FPC -Formation Professionnelle Continue - bien ancrée dans les grandes entreprises, est peu structurée dans les petites et moyennes entreprises.

²³ Le secteur tertiaire représente 85% de l'économie luxembourgeoise.

²⁴ La peur du changement liée aux nouvelles manières de procéder au sein de l'entreprise.

²⁵ Communiqué du MTEESS annonçant le lancement du projet pilote Luxembourg Digital Skills Bridge, https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2018/05-mai/02-digital-skills-bridge.html

²⁶ Problématique de main d'œuvre évoquée par deux des CEOs interviewés.

²⁷ Statec : Regards N° 04/2018 - Formation dans les entreprises: Le Luxembourg progresse, <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/regards/2018/04-18-Formation-dans-les-entreprises/index.html>

Au-delà, se pose la question de la professionnalisation des personnels de l'économie sociale et solidaire œuvrant notamment sur le champ des personnes âgées et du handicap, au regard de la typologie du public accueilli et de l'émergence de nouvelles problématiques.

Le besoin en formation est transversal à de nombreux défis. Un grand nombre d'organismes dispensent des formations²⁸. Le portail spécifiquement dédié²⁹ en dresse une cartographie.

La construction de parcours de formations spécifiques liés aux grands défis et aux contenus qualifiés constituerait une véritable opportunité pour répondre aux enjeux de demain. En effet l'un des CEOs pointe :

- Le manque de formation au niveau du personnel encadrant les personnes dites « fragiles » ;
- Le besoin de plus de spécialisation, notamment dans le domaine de la pédagogie.

Un autre CEO précise que son entreprise emploie du personnel sans qualification (55 000 salariés dans le monde). Des possibilités d'évolution de carrière sont importantes et fréquentes dans son entreprise (un laveur de vitres peut devenir directeur de site). En France, l'entreprise travaille en lien avec des organismes d'insertion mais pas au Luxembourg où l'entreprise rencontre d'importantes difficultés de recrutement.

Des CEOs sont prêts à mobiliser des ressources internes à leur structure pour contribuer à l'ingénierie pédagogique, voire à l'animation de modules de formations sur des métiers à destination de secteurs d'activités à impact sociétal.

Le manque de temps dû à une charge élevée de travail, le coût des formations constituent encore des freins même si ces derniers sont moins importants que dans les pays voisins.

3.7. Lutter contre le gaspillage alimentaire, produire plus et mieux

Afin de faire face à ses besoins pour nourrir ses habitants, le Luxembourg doit réinventer son agriculture. La demande dépasse de loin la production nationale. Même si les surfaces de production continuent à augmenter d'année en année, la production locale en fruits et légumes au Luxembourg ne couvre malheureusement que 5% de la consommation nationale.

Selon l'un des participants, le commerce alimentaire est remis en question par les consommateurs qui ne disposent pas de suffisamment d'informations sur la provenance des produits et leur intérêt pour l'Homme. De nombreux consommateurs sont aujourd'hui préoccupés par la manière de fabriquer et le sérieux des gros producteurs. Le véritable challenge est de rendre le pouvoir aux consommateurs.

Relevons parmi les freins au développement de l'agriculture luxembourgeoise de nombreux facteurs, tels que les conditions climatiques et pédologiques peu favorables, le coût élevé de la main-d'œuvre ou encore l'accès à l'eau qui rendent l'extension des surfaces cultivables difficiles ou hors de prix.

La permaculture, l'agriculture biologique, l'agriculture urbaine, peuvent constituer des solutions d'avenir.

²⁸ 1200 organismes de formation identifiés au Luxembourg.

²⁹ <http://www.lifelong-learning.lu/Accueil/fr>

3.8. Mettre en œuvre une meilleure gestion des déchets

Le défi de l'économie circulaire comme déclinaison opérationnelle aux principes fondateurs du développement durable constitue un enjeu majeur.

Il s'agit d'apporter des réponses à l'ensemble des problématiques sociales, économiques et environnementales liées aux modes de production et de consommation actuels au Luxembourg face à la raréfaction des ressources premières, des enjeux d'une transition écologique solidaire et des coûts associés.

Gestion des déchets, recyclage, réutilisation, circuits de proximité... sont autant de défis.

Un participant précise qu'au Luxembourg, les chaudières usagées finissent toutes à la déchetterie. La fondation d'un important fabricant souhaite créer une filière de recyclage de ses propres appareils en y intégrant l'aspect « social ».

Sur ce point précis, une expérimentation a déjà été menée : des chaudières ont été démontées, le temps de démontage a été comptabilisé, les matériaux de valeur à récupérer ont été identifiés. Les acteurs de la filière (personnes en insertion pour le démontage) ont été identifiés et mis en relation. La problématique se situe aujourd'hui au niveau de la modélisation de cette filière qui nécessite une étude de faisabilité afin de vérifier la viabilité globale du projet.

Des CEOs précisent par ailleurs que les entreprises au Luxembourg ont la volonté de développer l'ESS, notamment sur le secteur de la gestion des déchets, mais ont besoin d'un accompagnement.

La problématique des déchets du bâtiment au Luxembourg est soulignée par le CEO d'un cabinet d'architecture. 84 % des déchets au Luxembourg proviennent du bâtiment, contre seulement 30 % en Europe.

La déconstruction du parc immobilier se trouve à l'origine d'une augmentation notable des déchets et aujourd'hui, rien n'est en place pour les éliminer de façon systématique et/ou les réutiliser, les recycler.

Il s'agit principalement de freins techniques : de l'absence ou de la faiblesse des filières structurées, de l'identification et/ou de l'existence de débouchés permettant la commercialisation de la matière première issue du recyclage. Sans omettre les changements nécessaires de comportement.

Pour ce qui relève d'une gestion responsable des déchets du bâtiment et plus particulièrement sur le plan de la réutilisation et/ou du recyclage, l'absence d'identification des matériaux, volumes et filières possibles constitue un obstacle majeur.

L'ESS peut être un véritable promoteur des boucles de valeur de l'économie circulaire contribuant ainsi à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en contribuant au bien-être et à la solidarité.

Des compétences techniques existent. Les CEOs peuvent mobiliser leurs experts internes quant aux hypothèses de réutilisation de certains produits et des risques éventuels induits pour les consommateurs (exemple : les chaudières).

4. ESS et transformations sociétales : Apporter une réponse aux enjeux

L'ESS au Luxembourg se détache de l'image habituelle d'une économie supplétive de compensation et réparation de « mal-être sociaux » pour s'émanciper d'une fonction de recours de l'Etat providence. Sa reconnaissance en tant que secteur statutaire de l'économie est d'autant plus forte depuis la loi de 2016 créant le statut SIS.

Aujourd'hui se pose la question de la contribution des acteurs de l'ESS et plus largement de celle des entreprises dans des dynamiques d'innovation sociale à même de répondre aux mutations économiques et défis sociétaux.

Quelques exemples d'initiatives issues d'ESS basées en Europe et hors UE mettent en évidence le potentiel de contribution de ce secteur aux enjeux sociétaux et à l'économie d'un pays.

Au travers des enjeux, défis sociétaux, mutations économiques en perspectives et des exemples d'initiatives mises en œuvre par le secteur de l'ESS au sein et hors Europe, se dégagent huit secteurs d'activités potentiels à forte valeur ajoutée sociale au Luxembourg.

Pour chacun de ces secteurs des leviers de développement peuvent être aujourd'hui identifiés.

Secteur 1. L'accompagnement des personnes âgées

1.	Favoriser la création par l'ESS de structures d'accueil pour personnes âgées dépendantes y compris pour les seniors sans-abris
2.	Favoriser la création par l'ESS de structures et/ou habitats alternatifs pour seniors
3.	Impliquer l'ESS dans la création de passerelles pour accompagner les grandes mutations professionnelles d'autres secteurs d'activités et ainsi favoriser les recrutements et reconversions dans le secteur des personnes âgées
4.	Favoriser le développement par l'ESS de plateformes de services de proximité

17

Des initiatives socialement innovantes au sein et en dehors de l'Europe répondent au défi du vieillissement, aux préoccupations des personnes âgées. L'ESS est reconnue comme particulièrement légitime pour répondre aux besoins des seniors parce que capable de concilier valeur ajoutée sociale et activité économique.

Mamie et Moi – Luxembourg –

Mamie et Moi est une entreprise sociale qui collabore avec des femmes seniors de la Grande Région autour de leur passion pour le tricot. L'objectif : leur permettre de garder une place dans la vie active à travers une occupation agréable, socialisante et qui les mette en valeur et favoriser le dialogue intergénérationnel. Parce que malgré le fait que l'on vieillisse en meilleure santé et avec des bagages culturels et professionnels variés, la société peine encore à trouver des conditions pour permettre aux seniors qui le souhaitent de rester actif.

Beienhaus asbl – Luxembourg –

Beienhaus est une asbl créée fin 2018 dans l'objectif d'informer et de promouvoir l'habitat participatif. Elle réunit un réseau de personnes 50+ autour des questions du « vieillir autrement » et des alternatives aux maisons de retraite ou logements encadrés. Les membres de l'association souhaitent vivre activement parmi des personnes avec lesquelles ils ont noué des liens d'amitié, ayant les mêmes valeurs et prévenir ainsi l'isolement social.

Golden Me – Luxembourg –

GoldenMe est une plateforme digitale pour toute personne se trouvant dans la phase de transition de la vie professionnelle vers la retraite. L'objectif de la start-up sociale est de les aider à trouver des manifestations intéressantes et de haut niveau à proximité, de rester actif et d'aller à la rencontre d'autres personnes à travers divers services (newsletters, événements, workshops...).

Programme « relancer ma carrière » House of Training – Luxembourg –

Le projet Relancer ma carrière (2016-2017), financé par le Fonds Social Européen et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, a pour objectif d'accompagner les demandeurs d'emploi âgés de 45 à 65 ans dans leur démarche de réinsertion sur le marché du travail.

AT HOME – Europe –

Initiative visant à développer des expériences et approches innovantes interprofessionnelles autour du maintien de la personne âgée à domicile. Ce projet européen est mené par un consortium de 7 partenaires émanant de France, Belgique, Portugal et Espagne.

Le Groupe SOS et l'hébergement spécialisé – France –

Le groupe SOS gère 350 établissements dont l'EHPAD Hector Berlioz qui accueille des personnes âgées dépendantes physiquement et/ou psychologiquement de plus de 60 ans. L'établissement compte notamment 2 unités Alzheimer, et 5 places d'hébergement temporaire. Les soins sont réalisés par du personnel soignant, paramédical et médical diplômé. De plus, la spécificité de cet EHPAD est d'accueillir des travailleurs migrants vieillissants issus de foyers.

Senior Mobilité – France –

Développé par la Scoop CityZen Mobility, Senior Mobilité est un service de taxis partagés destiné aux personnes âgées, notamment isolées et à faibles revenus. L'originalité de Senior Mobilité est de répondre aux difficultés de mobilité des personnes âgées en coordonnant, optimisant et mutualisant les autres services existants pour parvenir à une offre complète facilitant mobilité-sorties-santé. Le dispositif permet aux personnes âgées de bénéficier de trajets à prix réduit (les coûts étant partagés).

Secteur 2. L'inclusion des personnes en situation de handicap

5.	Favoriser l'accès de personnes en situation de handicap au marché ordinaire de l'emploi par le renforcement, le déploiement, la réplique de dispositifs d'accompagnement innovants
6.	Favoriser l'intégration dès la conception, en prenant en compte la question de la mobilité et de l'accessibilité future au niveau de l'habitat collectif et/ou individuel (Habitat adaptable – Accessibilité durable)
7.	Favoriser la création par l'ESS d'un dispositif de formation continue adapté pour permettre aux personnes en situation de handicap de gagner en compétences

Le regard sur le handicap change. Le travail accompli par le secteur de l'ESS en matière d'inclusion de public handicapé contribue à cette évolution et participe pour beaucoup à l'inclusion de ces publics dans la société.

Coopérations : projet Conex – Luxembourg –

CONEX est un projet qui a pour raison d'être la promotion de l'inclusion des salariés avec le statut de salarié handicapé dans la société et dans le premier marché de travail. Pour cela, CONEX veut établir de multiples connexions et un contexte propice aux rencontres entre salariés ayant le statut et le marché du travail ordinaire.

Ces rencontres ont également pour objectif de légitimer les capacités des encadrés et, simultanément, sensibiliser le marché ordinaire à l'inclusion.

Autisme Luxembourg : projet e-Press

L'atelier Info-média mené par Autisme Luxembourg a pour objectif de former par le travail puis de mettre à l'emploi en atelier des personnes atteintes d'autisme (principalement Syndrome d'Asperger) dans toutes les nouvelles TIC des secteurs des médias numériques. L'atelier s'intègre dans le cadre de l'activité de "E-presse" et de gestion de médias sociaux, au sein d'une équipe éditoriale du premier journal électronique au Luxembourg, écrit en langue luxembourgeoise et dénommé "Konterbont" (<http://www.konterbont.com/>).

APEMH : Incluso – Luxembourg –

Le projet Incluso lancé par l'APEMH vise à proposer aux professionnels de services d'éducation et d'accueil pour enfant des ressources et formations pour les préparer à l'accueil d'enfants en situation de handicap. Ils offrent par exemple une sensibilisation et formation de l'équipe d'accueil, un coaching individualisé pour préparer l'équipe aux défis de l'inclusion, et un support dans l'élaboration et la mise en pratique d'un projet individualisé autour de l'enfant à besoins spécifiques.

« Le Goût des autres » IME « La Pinède » – France –

Un camion de restauration, créé par un institut médico-éducatif La Pinède, permet à des personnes en situation de handicap de s'insérer et d'aller à la rencontre de clients.

Compéthance – France –

Cette Entreprise Adaptée a pour objectif principal de faciliter l'intégration des personnes en situation de handicap dans les métiers du numérique. Son projet s'adresse notamment aux personnes autistes Asperger éloignées de l'emploi, au travers d'une formation spécifique leur permettant de devenir « développeur web » et d'être accompagnées et recrutées en CDI.

« Investir le numérique pour développer l'e-inclusion » (INDI) – France –

Projet porté par l'APF France Handicap qui vise à rendre les outils informatiques accessibles aux personnes en situation de handicap.

Secteur 3. Le logement

8.	Favoriser le développement de la « location » ³⁰ de terrains pour de nouvelles formes de logements
9.	Favoriser la création d'un observatoire de l'ESS permettant d'identifier, évaluer, valoriser les pratiques et initiatives ³¹ de l'économie sociale et solidaire en matière de logement et encourager leur réplique
10.	Favoriser le développement par l'ESS de modules d'habitations faciles à monter et à démonter sur les terrains ³² (habitat modulaire...)
11.	Favoriser le développement de logements sociaux, la création d'ESS de promotion immobilière (accompagner les promoteurs immobiliers sociaux) ³³
12.	Favoriser l'écoconstruction, la fabrication d'éco matériaux et le recyclage des déchets du bâtiment

³⁰ Exemple de L'AIS (Agence Sociale Immobilière) département de la Fondation pour l'Accès au Logement.

³¹ Exemple de L'AIS (Agence Sociale Immobilière) département de la Fondation pour l'Accès au Logement.

³² Projet porté par AIS

³³ Projet porté par AIS

Faire face à la crise du logement constitue un enjeu important pour beaucoup de pays. Des initiatives souvent innovantes portées par l'ESS contribuent à apporter des réponses à cette problématique (Logements coopératifs, Agences immobilières sociales, autopromotion...)

Ad hoc – Luxembourg –

Ad hoc est un groupe de personnes réunies sous la forme d'une société coopérative autour du sujet de l'habitat groupé en réaction à la crise actuelle du logement abordable au Luxembourg. L'objet de l'entreprise sociale est de créer une plateforme d'échange et de rencontre pour les partisans du vivre ensemble et de créer des quartiers solidaires et inclusifs.

Cohabit'âge – Luxembourg –

L'association Cohabit'âge a pour mission de promouvoir la cohabitation intergénérationnelle et le développement de résidences intergénérationnelles. Ses ambitions sont de contribuer à la prévention de l'isolement des personnes âgées, tout en apportant une solution au problème de logement rencontré par les jeunes et ainsi de lutter contre le cloisonnement des âges et favoriser la solidarité entre générations.

Fondation pour l'accès au logement - Agence Immobilière Sociale – Luxembourg –

La mission principale de l'Agence est de rechercher et de mettre à disposition des logements, adéquats et adaptés à la composition du ménage, à des personnes à revenus modestes souffrant également d'une problématique liée au logement.

Les coopératives d'habitants (Allemagne, Norvège, Suède, Italie, France...)

La principale caractéristique de ce type d'habitat est de passer d'une logique de l'immobilier marchand à un "droit d'habiter". « Une coopérative s'inscrit dans une logique de compression des coûts, depuis la construction jusqu'aux prestations collectives prévues dans l'immeuble, en passant par la mutualisation de l'apport financier en vue d'accéder au crédit bancaire ». Un type d'habitat pouvant intéresser des séniors qui ne se voient pas en maison de retraite.

Les « Baugruppen » – Allemagne –

L'habitat en autopromotion. Ces opérations sont réalisées par des habitants issus des « couches intermédiaires post-industrielles » désirant choisir leur cadre de vie et mettre en place des conceptions innovantes de logements alternatifs à l'offre standardisée.

La Fédération des AIS (FEDAIS) – Belgique –..

La FEDAIS est une asbl qui coordonne 23 Agences Immobilières Sociales (AIS). Ces dernières ont pour mission de socialiser une partie du marché locatif bruxellois. Elles gèrent la location de logements qui appartiennent principalement à des propriétaires privés et les mettent en location à un prix abordable, à destination de ménages à revenus modestes.

Les castors – France –

Fondée en 1950 en Bretagne par quelques personnes de modestes conditions venues à l'auto-construction par nécessité, l'association est aujourd'hui implantée au niveau national et compte près de 50 000 adhérents. Les castors proposent un ensemble de services à ses adhérents : liste d'artisans locaux et entreprises agréées, tarif préférentiel et promotions pour les membres, organisation de rencontres entre auto-constructeurs, échange d'expérience et coup de main, conseils d'achat, assistance pour les plans et permis de construire, ...

Secteur 4. L'intégration des migrants/réfugiés

13.	Amplifier le dispositif de stages de courte durée permettant aux migrants de travailler temporairement sans pour autant avoir un statut définitif octroyé. Répliquer les initiatives de l'ESS en ce domaine ³⁴
14.	Favoriser l'élaboration par l'ESS de formations dédiées, spécifiques et adaptées à la maîtrise d'au moins une des trois langues administratives et judiciaires du pays (luxembourgeois, français et allemand) ³⁵ constituant des passerelles pour l'emploi ³⁶
15.	Favoriser la mise en relation professionnelle des ressortissants de pays tiers séjournant légalement sur le territoire ainsi que les bénéficiaires de la protection internationale en incitant l'ESS à renforcer et répliquer les initiatives existantes ³⁷
16.	Favoriser la mise en réseau d'organismes et structures de l'économie sociale et solidaire qui travaillent dans l'insertion socio-professionnelle afin d'en faire bénéficier les migrants
17.	Favoriser la création d'entreprises (commerce, artisanat...) par les migrants
18.	Accompagner un changement de paradigme au niveau des recrutements (méthode de recrutement par compétences ou simulation)

L'insertion des migrants/réfugiés est un processus long et complexe. En Europe des entreprises de l'économie sociale et solidaire et plus largement de grandes entreprises du secteur marchand (Audi, Bayer...) s'engagent pour réussir le défi de l'intégration des migrants/réfugiés.

21

Touchpoints asbl – Luxembourg –

Touchpoints asbl crée des points de rencontre entre les populations locales et les populations immigrées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg afin de favoriser le vivre et construire ensemble sur le long terme. Pour l'association, une inclusion réussie passe aussi et surtout par le travail. C'est pourquoi ils concentrent leurs efforts sur les leviers influant la vie active des personnes résidentes et immigrées à travers plusieurs projets concrets (entrepreneuriat : Sleeves Up).

Passerell – Luxembourg –

Passerell accompagne les demandeurs d'asile et les réfugiés dans des projets de socialisation avec des résidents du pays et dans la défense de leurs droits.

Mir wellen iech ons Heemecht weisen – Luxembourg –

Mir wellen iech ons Heemecht weisen (=Nous voulons vous montrer notre patrie) est une asbl basée au Luxembourg qui a pour but de stimuler le dialogue interculturel entre résidents luxembourgeois et nouveaux arrivants. Nous vous montrons notre culture, vous nous montrez la vôtre. L'association coordonne et anime un programme d'événements culturels et d'ateliers pour la population locale et les réfugiés, à l'intérieur et à l'extérieur des centres d'accueil pour réfugiés.

³⁴ Pour exemple, le projet « Connections » de l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés).

³⁵ Plus de 40 % des offres d'emploi correspondent à des profils trilingues (Université du Luxembourg, d'après un échantillon d'offres d'emploi parues dans le Luxemburger Wort).

³⁶ L'exemple du Projet « Passerelles pour l'emploi » de Caritas Luxembourg mérite d'être évalué, renforcé pour de possibles répliques.

³⁷ Exemple du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE), projet « InSitu Jobs ».

Singa – France –

Cette association a pour objectif de “connecter les réfugiés à la société civile” en leur fournissant des espaces de co-working ainsi que des incubateurs pour les aider à monter leurs sociétés. En effet, Singa aide les réfugiés qui exerçaient des fonctions prestigieuses par le passé à retrouver un avenir professionnel.

Secteur 5. La formation professionnelle continue pour tous

19.	Certifier les organismes privés et formations dispensées
20.	Construire avec le concours de l’ESS (et en l’impliquant dans la mise en œuvre) des parcours de formation spécifiques en lien avec les grands défis en prenant en considération les questionnements et expériences de l’économie sociale et solidaire
21.	Développer, financer des formations spécifiques pour le personnel en charge des personnes âgées dépendantes.
22.	Favoriser la mise en place par l’ESS de formations adaptées pour le personnel encadrant les personnes atteintes de démences
23.	Labelliser des parcours de formation spécifiques ³⁸
24.	Encourager les formations aux métiers de bouche (boulangerie, boucherie,...)

Le secteur de l’ESS fait preuve d’initiatives innovantes face aux mutations professionnelles, aux besoins en formation de publics éloignés de l’emploi. Sous forme associative, de coopérative ou autre statut de l’ESS, ce secteur déploie une ingénierie et une offre de formation pertinente.

22

Youth&Work – Luxembourg –

Youth&Work est une société d’impact sociétal qui propose un accompagnement et un conseil personnalisé aux jeunes et jeunes adultes qui sont à la recherche d’un emploi ou d’une formation.

Co-Labor – Luxembourg –

Co-Labor est une coopérative dont l’objectif est la (ré)insertion professionnelle, par une orientation, une qualification et une intégration dans le marché du travail. Le fil directeur de l’intervention consiste à accompagner les personnes prises en charge, selon leurs capacités, vers un niveau d’autonomie de vie et de professionnalisation le plus élevé possible. L’activité de Co-Labor permet ainsi une insertion par le travail en situation réelle.

Defi-job asbl – Luxembourg –

L’asbl Defi-job a été créée en 2002 pour favoriser la réinsertion socioprofessionnelle des personnes placées en milieu pénitentiaire dans l’espoir qu’un emploi régulier puisse diminuer le risque de récidive. Sa mission est de créer, de développer et de promouvoir des projets facilitant l’insertion professionnelle et sociale en tenant compte du profil des détenus et des spécificités du marché du travail.

Jonk Entrepreneuren – Luxembourg –

L’asbl Jonk Entrepreneuren cherche à expliquer et apprendre aux jeunes tout au long de leur cursus scolaire que le statut d’indépendant est une alternative concrète à l’emploi salarié et leur donner le goût d’entreprendre, d’innover, de créer et de prendre des initiatives. Pour cela, Jonk Entrepreneuren sensibilise les jeunes à l’entrepreneuriat par des projets organisés à chaque niveau de l’enseignement.

³⁸ Exemple parcours « Silver Economy » - « ESS et handicap » - « ESS et intégration professionnelle » ...

« Colour Kitchen » : les restos de la deuxième chance – Pays-Bas –

La fondation The Colour Kitchen a ouvert quatre restaurants et 19 services de traiteur à domicile au Pays-Bas. Au total, elle compte 160 salariés professionnels et 180 étudiants en formation.

Grâce à une formation en cuisine et en salle prodiguée dans les établissements de la fondation, l'ambition de The Colour Kitchen est de permettre à ces personnes éloignées de l'emploi de regagner confiance en elles et en leurs aptitudes afin de leur permettre de se réinsérer dans le milieu professionnel.

Les transmetteurs – France-

Association qui propose notamment une formation pour Accompagnant(e) au domicile de personnes à fragilités multiples ayant pour objectif d'améliorer la prise en charge quotidienne des personnes fragiles à leur domicile et de coordonner une équipe d'aides à domicile. Les accompagnant(e)s peuvent alors intervenir autant sur les aspects pratiques de l'assistance quotidienne et auprès de la personne, que sur les aspects sociaux ou sanitaires.

SCOP Ecozimut – France –

Parmi de nombreuses scop organismes de formation, Ecozimut dispense des formations orientées développement durables telles : « Construire avec les matériaux biosourcés », « La terre crue dans la construction », « Les bâtiments durables », « Les clés de la construction passive », « les bâtiments bas carbone », « le Bim au service de l'environnement » ...à destination de particuliers, responsables de formation, centres de formations professionnels ou encore entreprises.

Secteur 6. Alimentation et lutte contre le gaspillage

25.	Encourager la création par l'ESS de jardins partagés, jardins sur les toits, ruches sur les toits, agriculture verticale,...
26.	Favoriser les initiatives de l'ESS en matière de lutte contre le gaspillage, évaluer et accompagner à la réplication des initiatives existantes. ³⁹ (Exemple : Création de légumeries)
27.	Favoriser les circuits courts développés par l'ESS
28.	Favoriser les initiatives de l'ESS portant sur la fabrication de repas à partir de surplus alimentaires des grandes surfaces (exemples : Création de conserveries et de services traiteurs...)

23

Lutter contre le gaspillage alimentaire tout en développant l'emploi, en réduisant les déchets et leurs coûts de traitement est une des résultantes de l'innovation sociale portée par l'ESS.

Food4All – Luxembourg –

F4A, pour Food4All, est une société de logiciels qui aide les supermarchés à réduire leur gaspillage alimentaire en faisant correspondre une demande à un besoin. Elle fait la promotion des produits proche de la date de péremption par le biais de son application et inspire ses clients avec des recettes quotidiennes faites à partir de ses promotions. Food4All offre une solution gagnant-gagnant pour toutes les parties prenantes au niveau national et mondial. Elle engage ses clients dans sa mission en transformant leur façon de faire leurs courses en une action positive pour l'avenir de notre planète.

SOS Faim : campagne Changeons de Menu – Luxembourg –

L'initiative Changeons de Menu initiée par l'ONG SOS Faim en juin 2015 cherche à sensibiliser à l'alimentation responsable via un site web et un calculateur de l'empreinte alimentaire. Le projet offre depuis 2016 aux citoyens luxembourgeois un outil pratique leur facilitant de changer de menu: La carte de l'alimentation responsable.

³⁹ Exemple de la Fédération HORESCA au Luxembourg

Le groupe Nutriset – Pays en voie de développement –

Ce groupe agro-alimentaire tente de promouvoir le progrès social en procédant à la mise en place d'un réseau de producteurs franchisés dans les pays en voie de développement. Par cette initiative, le groupe parvient à contribuer au développement d'une économie locale aidant à la résolution des problèmes de malnutrition tout en favorisant la création d'emplois.

« Drive des Champs » – France –

Site internet qui permet de constituer son panier de produits frais et de saison proposés par des producteurs et de le récupérer au Drive ou à un point relais fermier de son choix.

« Eco'Cook » – France –

Une ESS qui allie lutte contre le gaspillage, circuits courts et création d'emplois. Cette conserverie d'insertion récupère et transforme des invendus de fruits et légumes dans le cadre d'une filière locale de collecte. Les surplus et autres fruits et légumes sont transformés en bocaux. L'association apporte ainsi une réponse à un défi majeur sur son territoire tout en favorisant le développement des circuits-courts.

Les Agri-Urbains du Hainaut (AUH) – France –

Promotion d'une agriculture urbaine protectrice de la biodiversité, rapprochant les habitants de leur environnement naturel, porteuse d'un mieux-vivre social par l'insertion. Le projet de ferme urbaine lancé en 2017, sur un terrain situé à proximité de quartiers prioritaires de Valenciennes, vise à permettre aux habitants de travailler bénévolement sur les techniques de production agricoles, de se former à la bonne alimentation, à la biodiversité ; mais de former aussi des personnes en insertion et de les accompagner en installation professionnelle après leur passage.

AUH est membre du réseau national des **Cols Verts**, réseau associatif qui développe des activités en lien avec l'agriculture urbaine et la transition alimentaire. L'objectif est de permettre à tous les urbains de se nourrir sainement et localement, de protéger la biodiversité, de créer du lien social ou encore rapprocher les urbains de la nature.

CIPRES – France –

Cette ESS vient de lancer une activité de recyclage de pain en atelier d'insertion. Le pain récupéré est transformé en chapelure à destination exclusivement animale. Cette activité privilégie l'accueil d'un public féminin et répond à des besoins économiques, sociaux, environnementaux et financiers. Sur un rayon de 100 km autour de Montreuil/Mer, il n'existe pas de structure qui développe ce type d'activité. Le secteur est propice à la collecte et à la vente, le milieu est rural. Les bénéficiaires de ce projet développent des compétences en collectant le pain et en vendant le produit fini.

Bon et Bien – France –

Entreprise sociale dont l'objectif est de produire des soupes avec des légumes jugés inappropriés pour le marché en employant des personnes éloignées de l'emploi depuis une longue durée.

L'entreprise sociale a été co-crée en 2015 par la société familiale canadienne McCain et Thomas Pocher, propriétaire de trois supermarchés E. Leclerc, avec le soutien financier de Randstad, le soutien éthique des Banques alimentaires françaises et avec le support en termes de bassins d'approvisionnement du GAPPI (le réseau des producteurs de pommes de terre français). À ce jour, cette initiative a permis de sauver plus 150 tonnes de légumes et Bon et Bien a fourni des opportunités de formation et d'emploi, via le réseau et l'expertise de Randstad, à 20 personnes, en ligne avec son objectif social.

Avec beaucoup de bienveillance et après quatre années de soutien au développement de Bon et Bien, McCain et Thomas Pocher cofondateurs ont convenu de transférer l'activité au sein de TMT.

TMT est une nouvelle société créée par Thomas Pocher. TMT intégrera Bon et Bien dans ses activités de restauration, avec la reprise de la marque, la poursuite d'objectifs sociaux et environnementaux ainsi que le maintien du personnel présent à ce jour.

Secteur 7. Accompagner les mutations (digital et intelligence artificielle)

29.	Faire de l'ESS un levier de l'accompagnement des mutations technologiques au sein des entreprises (NTIC – Digitalisation – Intelligence Artificielle...)
30.	Favoriser des transmissions de l'économie sociale vers le « secteur numérique » et inversement afin d'échanger sur des synergies potentielles
31.	Identifier, évaluer, et favoriser le développement d'initiatives en matière d'inclusion numérique ⁴⁰ .
32.	Faire du numérique un levier de l'innovation sociale

Pour relever le défi des mutations économiques, les initiatives issues du secteur de l'économie sociale et solidaire apportent des solutions en plaçant les enjeux humains et environnementaux au cœur des préoccupations.

Digital Inclusion – Luxembourg –

Digital Inclusion est une asbl œuvrant pour permettre à chacun d'avoir accès aux technologies numériques au Luxembourg à travers plusieurs projets concrets (workshops, collecte d'outils digitaux, formation).

WIDE – Luxembourg –

Women in Digital Empowerment est une organisation à but non lucratif initiée au Luxembourg en 2013 qui vise à autonomiser les femmes par et grâce au numérique ainsi qu'à augmenter le nombre de femmes saisissant leurs opportunités dans l'économie et la société numériques. WIDE offre un soutien pratique et des activités pour inclure davantage de femmes et d'hommes dans le domaine du numérique et contribue à créer une main-d'œuvre plus diversifiée et une réserve plus large de talents en TIC au Luxembourg.

Projet EUnited We Cod

Pédagogie innovante aux métiers du digital à destination de personnes peu qualifiées, mise au point par l'entreprise sociale et solidaire Simplon.co, plus largement diffusée en Europe.

SIMPLON.VE (France et Etranger)

Un réseau de fabriques solidaires et inclusives qui propose des formations gratuites aux métiers du numérique. Implanté un peu partout en France et à l'étranger. L'objectif de Simplon.VE est de faire du numérique un véritable levier d'inclusion et révéler des talents parmi des publics (dont ceux éloignés de l'emploi) peu représentés dans le secteur. Simplon a élaboré le programme « Refugeeks », une formation intensive et qualifiante au développement web pour les personnes réfugiées.

Secteur 8. Gestion des déchets, recyclage, réutilisation, économie circulaire

33.	Favoriser la création de boucles de flux de matières et d'énergie de proximité
34.	Favoriser la mutualisation des ressources pour éviter le gaspillage
35.	Accompagner, encourager le développement de filière de recyclage par l'ESS pour les producteurs de déchets
36.	Favoriser la rencontre entre l'offre et la demande matière de recyclage/réutilisation en s'appuyant sur l'essor des technologies numériques. (Banque des déchets en ligne créée et gérée par l'ESS)

⁴⁰ Exemple du projet Digi4All mené par l'Asbl Digital Inclusion

37.	Favoriser l'identification, le recensement, la traçabilité des matériaux issus de la déconstruction réutilisables/recyclables
38.	Impliquer l'ESS dans la création d'une banque de données en ligne de pièces détachées réutilisables et garanties
39.	Impliquer l'ESS dans la création d'une banque des matériaux recyclables/réutilisables du bâtiment permettant de réduire les coûts de construction et offrir davantage de logements

Les structures de l'ESS ne cessent d'innover en matière de gestion des déchets, de recyclage, de réutilisation, d'économie circulaire, plus globalement de développement durable. Leurs initiatives place toujours l'humain au cœur des projets, certaines d'entre-elles vont jusqu'à emprunter le mode start-up.

Forum pour l'Emploi et CREOS – Luxembourg –

Dans le cadre du remplacement des compteurs traditionnels par des compteurs intelligents "smart meters", Creos et le Forum pour l'emploi ont décidé de collaborer en vue du recyclage des compteurs selon les principes de l'économie circulaire. Les 250.000 compteurs électriques qui seront remplacés par Creos d'ici 2020 feront l'objet d'un traitement par le Forum pour l'emploi. Les 120.000 compteurs électriques mécaniques seront démontés afin de récupérer les matériaux qui les composent et de revendre ceux-ci isolément. Les 130.000 compteurs électriques à mesure électronique peuvent être réutilisés dans un autre pays après une brève manipulation par les équipes du Forum pour l'emploi.

CNDS : Nei Aarbeeht – Luxembourg –

NEI AARBECHT fait dans tout le pays la collecte d'objets dont les gens n'ont plus besoin et veulent bien céder. Si ces objets tels que meubles, vêtements, porcelaines, appareils électriques, livres, ferrailles etc. sont réutilisables, ils sont rénovés, nettoyés et réparés dans les ateliers de NEI AARBECHT. Finalement ils sont vendus dans le magasin de seconde main de l'entreprise sociale à bas prix. Les articles non vendables sont recyclés et triés dans un atelier de démontage.

26

Plastic Bank : convertir les déchets plastiques en argent liquide – Canada –

Plus de 12,7 millions de tonnes de déchets plastiques finissent dans la mer chaque année. Que faire ? Une start-up de l'économie sociale a décidé d'agir. Non seulement elle paie des ramasseurs de plastique, mais recycle le plastique ramassé et le met à la disposition des communautés des imprimantes 3D qui fabriquent, à partir du plastique recyclé, des objets pouvant être utilisés ou vendus par ces mêmes personnes. Par ailleurs, Plastic Bank encourage les entreprises à modifier leurs emballages pour générer moins de déchets.

Wood recycling project – Grande Bretagne –

Un projet basé sur la collecte de différentes catégories de bois usagés issus de chantiers de rénovation, les trie et les valorise pour les vendre dans sa boutique sous forme de bois de chauffage, de meubles ou d'éléments de bricolage. Un concept qui a été décliné en franchise (25 franchisés).

« Advanced Biodiesel in circular economy for low carbon public transports » – France –

Une initiative de GECCO une ESS qui vise à développer une filière d'économie sociale fondée sur le recours aux huiles alimentaires usagées (HAU) pour la production de carburant respectueux de l'environnement. GECCO a noué des relations avec deux organisations internationales « RREUSE » et « Pour la Solidarité » avec pour objectif de trouver des partenaires hors France.

Recumadrid – Espagne –

Une coopérative d'initiative sociale (à but non lucratif). Son objectif principal est l'insertion sociale et professionnelle des personnes menacées d'exclusion. L'activité de cette coopérative se concentre sur la collecte, la récupération et le recyclage de biens et encombrants dans la Communauté de Madrid.

Som Energia – Espagne –

Une coopérative de commercialisation/production d'énergie renouvelable à but non lucratif.

« Maximum » – France –

Cette ESS travaille en partenariat avec des industriels, elle analyse leurs processus et identifie les potentiels de valorisation de leurs chutes de fabrication. Maximum se sert de ces chutes pour concevoir et fabriquer du mobilier.

The Big Lemon – Grande Bretagne –

Une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui propose un service de bus rapide, peu cher et écologique. La flotte des véhicules roule à l'huile de friture collectée dans les restaurants de l'agglomération.

CONCLUSION

L'économie sociale et solidaire constitue une excellente opportunité pour accompagner les mutations sociétales, provoquer les changements nécessaires en matière de développement durable, tout en favorisant les activités économiques à finalité sociale.

Toutefois, il est à noter que la perception de l'économie sociale et solidaire revêt encore des connotations défavorables. Certains CEOs considèrent que le secteur de l'économie sociale et solidaire n'est pas suffisamment pris au sérieux et qu'il y a encore une forme de mépris de la part de dirigeants.

Le statut SIS constitue une véritable opportunité en apportant un cadre juridique pour le développement du secteur de l'ESS.

Des initiatives privées accompagnent d'ores et déjà le développement d'entreprises de l'économie sociale et solidaire tant en matière de fonds d'investissement qu'en conseil en management et stratégie⁴¹.

L'introduction de clauses sociales dans les marchés publics ouvre l'accès à tout un pan de l'économie à l'ESS favorisant le développement de ce secteur et la création d'emplois.

De plus, il est nécessaire de concevoir des dispositifs complémentaires favorisant l'émergence de projets.

En ce sens, les pistes potentielles qui se dégagent des travaux menés sont les suivantes :

- Procéder à l'identification de porteurs de projets de SIS permettant d'apporter une réponse aux nombreux défis et enjeux relevés dans le cadre du Focus Groupe ;
- Assurer un cadre favorable à l'expansion du secteur de l'ESS par la création d'un fonds d'amorçage destiné à financer les études de faisabilité et le lancement de projets d'impact social ;
- Renforcer, dynamiser les partenariats avec les entreprises, collectivités engagées qui ont pour volonté de développer leurs activités en établissant des synergies avec le secteur de l'ESS.

Au-delà, si l'économie sociale et solidaire doit être une réelle alternative au modèle capitalistique sans se substituer à l'Etat pour apporter des réponses aux grands défis sociaux, des domaines prioritaires nécessitent incitation et soutien public renforcés.

Préciser ces priorités nécessite d'interroger plus largement le monde économique et le secteur de l'économie sociale et solidaire sur leurs aspirations, potentialités ainsi que leur volonté et capacité de s'inscrire dans les politiques publiques à visée sociale ou sociétale par la création ou le développement d'activités.

De même, une exploitation et un croisement de données statistiques récentes sur les seniors, les services aux personnes âgées, l'emploi, les réfugiés, le handicap... seraient de nature à confirmer les potentiels de développement et positionnement de l'ESS sur certains secteurs d'activités enjeux de mutations sociétales.

⁴¹ Exemple de la société Innpact

Pour conclure, le dynamisme des entreprises et leur capacité à innover constituent un véritable levier à l'émergence d'activités de l'économie sociale et solidaire, pour autant – en ce qui concerne le Luxembourg - qu'au-delà du statut de la SIS, un cadre favorisant leurs initiatives soit élaboré.

A la croisée des politiques publiques, des biens communs et des enjeux sociétaux, l'entrepreneuriat social démontre au travers de nombreux exemples en Europe et dans le monde sa capacité à relever le défi d'un développement soutenable.

POUR ALLER PLUS LOIN

Cette première phase de travaux aura permis d'identifier les potentiels de développement de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg.

La prochaine étape consiste à identifier le potentiel de création, dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, de synergies, dispositifs, nouvelles activités et emplois à même de répondre aux grands défis sociétaux.

Ce travail pourrait être réalisé à travers l'élaboration d'un questionnaire en ligne à destination de différents acteurs luxembourgeois (entreprises, collectivités) et par l'organisation de focus groupes thématiques et/ou transversaux.

Une cartographie des potentialités par secteur d'activité ou par défi sociétal pourrait ainsi être établie et servirait alors de support à l'identification et l'accompagnement de 2 ou 3 cas pratiques de développement d'entrepreneuriat social.

Enfin, une conférence de rendu pourrait être réalisée en vue de promouvoir les initiatives accompagnées et d'en susciter d'autres.

ELEMENTS CLES

23 initiatives de l'ESS recensées et participant de la transformation sociétale

Sans que ce recensement ne soit exhaustif, les initiatives identifiées couvrent le champ des différents enjeux sociétaux identifiés dans le cadre des travaux du Focus Groupe.

Ces initiatives témoignent de la réelle capacité du secteur de l'économie sociale et solidaire à apporter des réponses innovantes aux défis sociétaux.

1 loi sur les sociétés d'impact sociétal (SIS)

La société d'impact sociétal (SIS) consacre une reconnaissance officielle de l'économie sociale et solidaire. Au travers des sociétés d'impact sociétal (SIS), ce sont les valeurs de solidarité, d'altruisme et de lucrativité limitée qui sont soutenues, encouragées et mises en valeur en tant qu'éléments déterminants au cœur d'entreprises socialement engagées.

12 SIS créées depuis 2017

Créées sous différentes formes (Sa – Sarl – SC), ces choix démontrent la pertinence de la loi introduisant la SIS et son adéquation aux différents modes de gouvernance sociétales.

Le positionnement de ces dernières sur des secteurs d'activités variés démontre la capacité du secteur de l'ESS à répondre aux défis et enjeux sociétaux.

1 incubateur d'entreprises sociales « 6zero1 »

Cet incubateur a pour vocation de soutenir tous les entrepreneurs qui souhaitent adopter la nouvelle forme juridique de société d'impact sociétal (SIS).

1 Union Luxembourgeoise de l'Economie Sociale et Solidaire (ULESS)

L'ULESS représente directement et indirectement plus de 300 entreprises de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg lesquelles emploient environ 20.000 salariés.

1 Maison de l'Economie Sociale et de l'Innovation Sociale (MESIS)

La MESIS représente le hub unique au Luxembourg pour les entrepreneurs, les organisations et les citoyens qui placent l'économie sociale, l'innovation sociale, les approches collaboratives et l'économie circulaire au cœur de leur développement.

Une situation économique favorable

- Un excédent budgétaire (1.5 % PIB en 2017) ;
- Une stabilité politique et socio-économique au niveau du pays ;
- Des entreprises dynamiques et innovantes ;
- Un faible taux de chômage (inférieur à la moyenne européenne) ;
- Des salaires plus hauts que la moyenne européenne ;
- Peu de CDD (stabilité dans les entreprises) ;
- Une solide tradition de paix sociale.

3 facteurs clés d'une expansion de l'ESS

- L'identification des porteurs de projets ;
- La création d'un fonds d'amorçage ;
- Le renforcement et la dynamisation de partenariats et synergies entre entreprises, collectivités et secteur de l'ESS.



.....
Luxembourg's leading network for Corporate Responsibility
.....